



**HAL**  
open science

## **Introduction - Les traces de 1991**

Françoise Daucé, Ioulia Shukan, Kathy Rousselet, Anne Madelain, Cécile Jouhanneau

### ► **To cite this version:**

Françoise Daucé, Ioulia Shukan, Kathy Rousselet, Anne Madelain, Cécile Jouhanneau. Introduction - Les traces de 1991. *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 2022, 2021/2 (2), pp.9-21. <10.3917/receo1.522.0009>. <hal-03697159>

**HAL Id: hal-03697159**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03697159v1>**

Submitted on 7 Apr 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

# LES TRACES DE 1991

*F. Daucé, I. Shukan, K. Rousselet, A. Madelain & C. Jouhanneau*

---

L'année 1991 marque une des ruptures majeures du xx<sup>e</sup> siècle : la fin d'un monde bipolaire, l'effondrement de l'Union soviétique, la dislocation de la Yougoslavie et la (ré)émergence d'États-nations dans cette partie du monde. La fin de ces deux pays relève du même mouvement d'effondrement du communisme mais en illustre deux modalités différentes de sortie. Ces trajectoires différenciées, engagées bien en amont, dès la rupture entre Tito et Staline en 1948, semblent faire de ces deux pays deux expériences historiques distinctes<sup>1</sup>. Pour l'occasion, trente ans après la disparition de ces deux États, nous proposons de renouer le dialogue rétrospectif entre ces deux expériences de 1991 en recueillant la parole des chercheurs qui ont vécu et analysé ce moment historique singulier.

## DES ÉVÉNEMENTS DE 1991 À LEURS TRACES

Trente ans après les événements de 1991, les modes de commémoration de cette année charnière dans l'espace public varient en fonction des pays et soulignent en creux les séquences qui ont marqué les mémoires collectives.

En Lituanie, le 13 janvier 2021, journée des défenseurs de la liberté, le pays a commémoré, en pleine pandémie, les treize civils tombés lors de l'assaut par les troupes soviétiques de la tour de télévision de Vilnius. Le parlement lituanien a rendu hommage aux manifestations pour la démocratie en Biélorussie

---

1. En témoignent les numéros de la *RECEO* consacrés à l'un ou à l'autre de ces pays qui ont fait, par le passé, l'objet de numéros spéciaux séparés : Daucé & Rousselet, 2011 ; Blondel, Javourez & Van Effenterre, 2015 ; Madelain & Georgi, 2019, p. 5-23.

et décerné son prix annuel du 13 janvier à Svetlana Tikhanovskaya, leader des forces démocratiques en exil<sup>2</sup>. L'Arménie, quant à elle, a fêté sans enthousiasme le 30<sup>e</sup> anniversaire de son indépendance le 21 septembre : le mouvement d'indépendance disputait alors à la république soviétique socialiste d'Azerbaïdjan le Haut-Karabakh, à majorité arménienne, dont les trois-quarts du territoire sont redevenus azerbaïdjanais après une nouvelle guerre en 2020.

En Russie, 2021 a été avare en commémorations et retours réflexifs, sans doute parce que les événements de cette année, aux conséquences majeures, ont été largement subis par les citoyens, hormis peut-être à Moscou, Saint-Pétersbourg et quelques autres grandes villes<sup>3</sup>. La mémoire de 1991 a été évoquée dans des textes médiatiques, élaborés par des journalistes faisant retour à leur façon sur cette histoire récente. Leurs articles rappellent la chronologie institutionnelle et politique<sup>4</sup>, font quelques références aux événements de l'année 1991<sup>5</sup>, recueillent des témoignages de personnalités politiques sail-lantes de l'époque<sup>6</sup>. Lors de l'anniversaire du putsch, Mikhaïl Gorbatchev, âgé de quatre-vingt-dix ans, a, quant à lui, déclaré : « Je considère que la société et l'État devraient toujours avoir comme préoccupation de défendre les principes de la démocratie et de l'État de droit, et d'exclure toute possibilité d'usurpation du pouvoir, comme toute action aventuriste. Je crois que le développement démocratique de la Russie est la seule voie possible et que c'est la seule façon pour notre pays de se développer et de résoudre tous les problèmes. »<sup>7</sup> Il semblait regretter, comme une grande majorité de la population russe, l'accord de Belovej signé le 8 décembre 1991 par le Président russe Boris Eltsine, le Président ukrainien Leonid Kravtchouk et le Président du Parlement biélorusse Stanislav Chouchkievitch : cet accord entérinait

---

2. « Lithuania marks 30 years since deadly 1991 Soviet assault », *Deutsche Welle*. URL : <https://www.dw.com/en/lithuania-marks-30-years-since-deadly-1991-soviet-assault/a-56211227> (consulté en décembre 2021).

3. Voir, pour une analyse sur le vif, Rousselet, 1991a et 1991b.

4. <https://tass.ru/info/12159239> (consulté en décembre 2021).

5. <https://www.rbc.ru/politics/25/12/2021/585800979a79479833655a8e> (consulté en décembre 2021).

6. Voir le dossier en six volets « Derniers jours de l'URSS », *La Croix L'Hebdo*, 2021. URL : <https://www.la-croix.com/Monde/Le-jour-KGB-cru-mourir-2021-07-08-1201165400> (consulté en décembre 2021).

7. « Zaävlenie M.S.Gorbačeva v svâzi s 30-j godovščinoj avgustovskogo putča 1991 goda », 18 août 2021. URL : [https://www.gorby.ru/presscenter/news/show\\_30278/](https://www.gorby.ru/presscenter/news/show_30278/) (consulté en décembre 2021).

la fin de l'URSS et créait la Communauté des États indépendants (CEI), bientôt rejointe par d'autres États de l'ex-Union soviétique. Lors d'une rencontre informelle organisée le 28 décembre 2021 à Saint-Pétersbourg avec l'ensemble des Présidents de la CEI, Vladimir Poutine insistait sur le rôle positif joué par les liens qui s'étaient maintenus entre les États depuis l'époque de l'Union soviétique<sup>8</sup>.

Dans l'ancien espace yougoslave, l'année 1991 est celle de la désintégration de l'État fédéral commun et du début des guerres. La violence du nettoyage ethnique, la persécution des populations civiles et les massacres prennent place au cœur de l'Europe et marquent durablement l'histoire des années 1990. Les trente ans de la fin de la Yougoslavie n'ont ainsi fait l'objet d'aucune commémoration officielle en tant que telle. En Croatie, en Slovénie ou encore en Macédoine, ce sont les célébrations des déclarations d'indépendance (25 juin 1991 pour les premières, 8 septembre pour la seconde) qui, en 2021, ont reçu une attention spécifique à l'occasion du trentenaire.

D'autres commémorations ont aussi éclipsé cet anniversaire : en Croatie, les cinquante ans du « Printemps croate » (*Hrvatsko proljeće*) de décembre 1971, un épisode de contestations intellectuelles et étudiantes au sein du Parti, considéré par l'historiographie dominante comme un moment-clé sur le chemin vers l'indépendance, a été particulièrement médiatisé. En Bosnie-Herzégovine, il a coïncidé avec la volonté des autorités de l'entité serbe de faire un pas de plus vers la sécession, provoquant une crise politique majeure. Le blocage du processus d'élargissement de l'Union européenne, le contexte pandémique, la crise institutionnelle en Bosnie-Herzégovine et le conflit larvé au nord Kosovo sont autant d'éléments qui pèsent sur les usages politiques du passé récent : il se trouve plus que jamais convoqué pour justifier les décisions politiques des acteurs du présent et l'État commun yougoslave est plus que jamais ce « présent-absent », cet « autre fantôme » que l'historienne Dubravka Stojanović (2019) a analysé dans les narrations des manuels d'histoire des États successeurs. Si la fin de la Yougoslavie en 1991 a quand même donné lieu à un certain nombre de publications et de débats, ceux-ci proviennent pour la plupart d'un espace académique et intellectuel post-yougoslave se positionnant comme antinationaliste et n'ayant qu'un

---

8. *Neformal'naâ vstreca glav gosudarstv SNG*, 28 décembre 2021. URL : <http://kremlin.ru/events/president/news/67461> (consulté en décembre 2021).

accès limité au grand public<sup>9</sup>. Ils ont été recensés par leurs relais traditionnels à l'étranger, en particulier les portails des médias *Radio Free Europe*, *Deutshewelle*<sup>10</sup>, *Courrier des Balkans*, qui ont profité de l'anniversaire pour publier également reportages et analyses<sup>11</sup>. Cet écho est toutefois demeuré limité, comme le confirment les chercheurs que nous avons interviewés pour ce numéro.

« L'événement n'est pas ce qu'on peut voir ou savoir de lui mais ce qu'il devient (et d'abord pour nous) » (De Certeau, 1968). C'est donc bien plus la question des traces de 1991 qui se pose aujourd'hui. Alors que Svetlana Alexievitch écrivait en 2013 : « Nous sommes en train de faire nos adieux à l'époque soviétique. À cette vie qui a été la nôtre. Je m'efforce d'écouter honnêtement tous ceux qui ont participé au drame socialiste... », c'est un récit de la filiation avec les institutions soviétiques que propose le pouvoir russe. Cette posture politique s'inscrit dans un contexte de tensions géopolitiques extrêmes, mettant aux prises les États-Unis et la Russie à propos des alliances stratégiques autour de l'Ukraine, qui porte la réminiscence des affrontements de la guerre froide. L'heure n'est donc plus à la célébration du rapprochement des anciens ennemis autour de 1991 mais au retour à leur confrontation de naguère.

Plus encore, la décision de la Procuration générale de Russie de dissoudre l'association Memorial le 28 décembre 2021 marque la remise en cause de l'héritage de la perestroïka et le refus de poursuivre le débat sur la mémoire du stalinisme et de ses victimes. Créée en 1989, posant le problème

---

9. Voir par exemple : les rencontres et publications organisées conjointement par les associations d'historiens KlioFest (Zagreb) et UMHIS (Sarajevo) au printemps 2021, URL : <https://www.kliofest.hr/2021/04/29/okrugli-stol-devedesete-u-povodu-30-obljetnice-samostalne-hrvatske/> ; [https://issuu.com/umhis/docs/peti\\_history\\_fest\\_prelistaj](https://issuu.com/umhis/docs/peti_history_fest_prelistaj) (consulté en décembre 2021) ; à Belgrade, voir les publications collectives sur 1991 publiées dans la revue *Peščanik*, « Početak rata u Hrvatskoj 1991 » [début de la guerre en Croatie] <https://peščanik.net/30-godina-od-pocetka-rata-u-hrvatskoj/> (consulté en décembre 2021) et le collectif d'historien.nes proches du Comité Helsinki pour les droits de l'homme, URL : [https://www.yuhistorija.com/serbian/aktuelnosti\\_publicacije\\_txt01.html](https://www.yuhistorija.com/serbian/aktuelnosti_publicacije_txt01.html) (consulté en décembre 2021).

10. « 15 eseja o raspadu jugoslavije » [15 essais sur l'éclatement de la Yougoslavie], *Deutsche Welle*, <https://www.dw.com/hr/15-eseja-o-raspadu-jugoslavije/a-57044024> (consulté en décembre 2021).

11. Voir par exemple la série du *Courrier des Balkans* : « Le dernier été de la Yougoslavie », 2021. URL : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Sarajevo-28-juillet-1991-Le-concert-Yutel-pour-la-Paix-le-concert-des-perdants> (consulté en décembre 2021).

de l'écriture de l'histoire soviétique, Memorial gêne l'élaboration d'un récit historique glorieux et patriotique qui enjambe l'année 1991. Cette décision s'inscrit dans un contexte de suspicion croissante à l'égard des liens internationaux tissés par l'association depuis le début des années 1990. La « loi sur les agents de l'étranger », adoptée en 2012, impose aux associations recevant des financements internationaux et menant une activité politique (au sens large) d'être enregistrées sous ce statut auprès du ministère de la Justice russe. Memorial est formellement condamnée à la fermeture pour n'avoir pas respecté les dispositions imposées par la loi (notamment celle de mentionner ce statut sur toutes les publications de l'association). Au-delà de ces arguties juridiques, la Procuration générale lui reproche « d'avoir présenté une image mensongère de l'URSS en tant qu'État terroriste » et de « s'être complu dans la critique systématique des instances gouvernementales et des organes de la sécurité d'État » (Werth, 2021). C'est un signal pour l'ensemble des acteurs engagés dans des échanges et des débats internationaux sur l'écriture de l'histoire et la compréhension des sociétés contemporaines, y compris dans le monde académique en Russie. Les entretiens que nous avons réalisés avec des chercheurs russes évoquent à plusieurs reprises la loi sur les « agents de l'étranger », qui crée un climat institutionnel défavorable aux coopérations internationales mais surtout un contexte intellectuel hostile à la circulation des idées et des concepts au-delà des frontières russes.

## **LES TRACES DE 1991 : DES EXPÉRIENCES PERSONNELLES AUX ÉLABORATIONS CONCEPTUELLES**

Et c'est bien de traces que parle ce numéro spécial sur 1991. De traces dans l'expérience personnelle et intellectuelle des acteurs qui ont vécu cette période.

En 2011, dans son numéro spécial « 20 ans après la disparition de l'URSS » (Daucé & Rousselet), la *RECEO* portait le regard sur les trajectoires d'acteurs sociaux dans différents secteurs d'activité (cadres communistes, militants informels, enseignants, conservateurs de musées, militaires ou encore entrepreneurs et prêtres). Un texte avait été consacré plus spécifiquement à l'année 1991 en Tchétchénie. L'avant-propos rappelait que l'année 1991 était une rupture politique et institutionnelle majeure mais que, dans la complexité du quotidien, elle était diversement vécue par les personnes ordinaires. Leurs parcours de vie représentaient autant de modalités

de ressentir les bouleversements des événements dans le temps court et dans le temps long qui s'étire sur deux décennies. Le suivi des trajectoires individuelles permettait d'étudier la fabrication des destins sociaux, à la croisée des histoires familiales et professionnelles et dans la pluralité des temporalités, et ainsi de porter un autre regard sur l'année 1991.

Le présent dossier de la *RECEO* se situe dans le prolongement de cette réflexion de 2011 et en diffère aussi. Il rassemble des récits de chercheurs issus des sociétés soviétique et yougoslave – historiens, sociologues, anthropologues – interrogés par des membres du comité de rédaction de la *RECEO*, qui ont à la fois vécu et étudié cette période de bouleversement. Il s'agit pour eux d'envisager l'articulation de leur expérience personnelle et de leur analyse scientifique, de voir comment les événements de 1991 ont orienté leur regard académique. Les entretiens réalisés permettent d'articuler l'expérience quotidienne et la réserve de sens ainsi forgée par les observateurs de cette période. Ces conversations sont une invitation à la réflexivité sur ce qui fait la carrière d'un chercheur dans l'épaisseur de son expérience de vie. À travers ces entretiens, se dessine ce qu'a été 1991 dans le monde de la recherche, comment le changement a été préparé en amont, et ce qui en a surgi en aval, jusqu'à la situation aujourd'hui. Si cette réflexion sur 1991 et ses suites se déroule souvent à bas bruit, dans un contexte institutionnel qui lui est défavorable, elle mérite d'être entendue pour ne pas perdre les traces de cette autre histoire du changement et de ses acteurs.

Les entretiens réunis dans ce dossier montrent d'abord à quel point les événements de 1991 sont fondateurs pour les chercheurs issus des sociétés soviétique et yougoslave. Dans les récits qu'ils nous livrent, 1991 est inséparable des années 1990 et court jusqu'aux jours actuels, porteurs d'inquiétudes, qui rappellent que l'histoire n'est jamais « finie ».

Pour les sociologues russes **Elena Zdravomyslova** et **Marat Shterin**, ayant entamé leurs carrières académiques en URSS, les années autour de 1991 sont synonymes d'ouverture des possibles et de circulation des idées, des savoirs, des personnes de part et d'autre du rideau de fer. Ce sentiment d'élargissement des possibles ressort avec d'autant plus de force trente ans plus tard qu'un tournant conservateur s'opère progressivement en Russie, depuis les années 2000 et jusqu'aux contraintes d'aujourd'hui. C'est à la faveur de l'ouverture de la perestroïka qu'**Elena Zdravomyslova** reçoit

l'opportunité d'effectuer son premier séjour de recherche aux États-Unis en 1990, de découvrir de nouvelles lectures sociologiques en anglais, de s'engager dans des collaborations avec des collègues et même de rencontrer des figures tutélaires de la sociologie politique américaine, tel Charles Tilly. Ces rencontres éveillent son intérêt dans un premier temps pour la sociologie des mouvements sociaux, puis pour les études de genre qu'elle contribue à développer au sein de l'Université européenne de Saint-Petersbourg.

Si 1991 n'est pas un tournant dans le parcours professionnel de **Marat Shterin**, alors spécialiste en sociologie de l'éducation, il s'intéresse à la fin de l'athéisme scientifique qui contribue au renouveau des pratiques religieuses, ouvrant de nombreuses pistes pour la recherche empirique. Il lui permet aussi de faire la jonction entre son intérêt personnel pour la religion depuis les années 1970 comme une voie de sortie face à l'idéologie communiste et son intérêt professionnel pour la sociologie des religions. En parallèle, la multiplication des échanges internationaux entre la Russie et le monde extérieur lui offre l'occasion, au milieu des années 1990, de commencer une thèse de doctorat dans ce domaine à la London School of Economics.

Le parcours intellectuel d'**Ivan Čolović**, anthropologue et éditeur yougoslave, se déploie en sens inverse du point de vue des circulations Est-Ouest autour de 1991. De retour à Belgrade en 1988, après plusieurs années passées en France en qualité de lecteur de serbo-croate, de chercheur en études littéraires et de rédacteur en chef d'une revue dédiée à l'espace yougoslave, il est confronté au nationalisme serbe. Les violences de la décomposition de la Yougoslavie le poussent à faire de ce nationalisme son objet afin de mieux appréhender ses mythes fondateurs, ses symboles et son folklore guerriers, ainsi que les usages politiques auxquels ceux-ci donnent lieu. Ses préoccupations de chercheur s'articulent en même temps à sa participation active au débat public pour lutter contre la politique nationaliste dans un contexte de crise militaire qui nécessite des réponses à la fois immédiates et fondées scientifiquement.

Enfin, pour **Jasna Dragović-Soso**, jeune chercheuse d'une vingtaine d'années au début des années 1990, la désintégration de la Yougoslavie et les guerres qui s'en suivent constituent également une séquence formatrice de son parcours de recherche. C'est pour expliquer les violences de guerre et les crimes commis qu'elle s'attache à interroger les ressorts de la reconversion

idéologique et pratique des intellectuels dits « dissidents » des années 1970, partisans des valeurs libérales, au nationalisme serbe. La désintégration de la Yougoslavie reste au cœur de ses travaux ultérieurs qu'elle aborde sous l'angle des politiques mémorielles ou de la justice transitionnelle.

Les entretiens réunis dans ce dossier montrent également comment 1991 reconfigure en profondeur la recherche en sciences sociales en ex-URSS et en ex-Yougoslavie dans, au moins, quatre directions : institutionnalisation de nouvelles disciplines académiques, émergence de nouveaux objets de recherche, production des savoirs dans des lieux alternatifs, refondation des publications spécialisées sur l'ancien bloc communiste. Elena Zdravomyslova raconte ainsi comment, à la faveur de la perestroïka, la sociologie russe s'émancipe de la tutelle disciplinaire de la philosophie, ainsi que de l'encadrement idéologique exercé par le PCUS, pour s'ouvrir à l'international. De nouveaux champs disciplinaires se constituent ainsi, tels que la sociologie du genre ou encore la sociologie du fait religieux en ex-URSS. De nouveaux centres de recherche sociologique émergent également au sein de l'Académie des sciences ou en dehors des cadres étatiques.

Jasna Dragović-Soso revient sur les évolutions de la recherche internationale sur l'espace yougoslave, depuis les années 1990 et jusqu'à récemment, avec un déplacement progressif de la focale des dynamiques politiques et sociales responsables de la désintégration et des guerres yougoslaves vers une approche par en bas de ces événements, attentive aux vécus des gens ordinaires, aux mobilisations des victimes, aux conséquences des politiques post-conflit. Dans l'espace post-yougoslave, où la critique des politiques nationalistes dans l'espace public est malvenue et où les coopérations entre chercheurs des anciennes républiques fédérées ont été rompues à la suite de la violence armée, le savoir scientifique en lien avec la violence et le nationalisme s'élabore, d'après Ivan Čolović, principalement dans des espaces en marge des institutions, comme les associations aidées par des fondations étrangères. Le savoir ainsi produit contribue à retisser des liens dans l'espace post-yougoslave, à réfléchir à ce qui s'est passé pendant les années de guerre, à reconstruire l'espace intellectuel et scientifique post-conflit.

Marat Shterin retrace, lui, les transformations connues par la revue sociologique *Religion in Communist Lands* à l'issue de la désintégration de l'espace communiste et de la disparition des institutions de l'athéisme scien-

tifique, mais aussi en écho au développement des études en sociologie des religions. La revue s'ouvre aussi à l'analyse de nouvelles formes de religiosité en ex-URSS et au-delà, élargissant son spectre géographique sous le nom *Religion, State and Society*.

Les récits rassemblés permettent, par le recueil de la parole des chercheurs, de retracer des parcours de recherche engagés autour de 1991 et de saisir l'entremêlement des motifs personnels et des postures scientifiques dans leurs développements ultérieurs. La part du « je », si souvent effacée dans les travaux académiques, trouve ici toute sa place et permet de saisir les expériences personnelles, les réseaux professionnels et les inquiétudes contextuelles qui préludent aux recherches. Les récits recueillis donnent ainsi à voir l'histoire des sciences sociales en train de se faire dans l'espace russe et post-yougoslave. Ils nous offrent des clés pour approfondir le dialogue scientifique avec les chercheurs de l'espace postcommuniste, dans un contexte où les replis conservateurs dressent de nouvelles frontières au sein du monde académique.

## 1991 DANS LES AGENDAS DE LA RECHERCHE

1991 n'a pas disparu des agendas de la recherche. Trente ans plus tard, des historiens effectuent un retour critique sur des problématiques longtemps considérées comme balisées et donc épuisées ou marginales. Dans un livre à paraître sur le destin des membres de l'appareil du Comité central soviétique dans la crise de 1991, **Nikolai Mitrokhin** documente, par une fine prosopographie, les trajectoires de ces professionnels de la bureaucratie emportée par le changement. À propos de leur réinsertion inégale mais conséquente dans le système politique et économique postsoviétique, l'historien démonte le mythe d'un « échange » entre pouvoir politique et commandement économique, et montre à quel point 1991 constitue une vraie rupture dans leurs carrières : départ à la retraite anticipé, perte de statut social et de privilèges associés. Ainsi, une frange importante de ces professionnels parvient à se reconvertir dans les affaires, le secteur associatif, les appareils de l'État, les médias ou encore l'enseignement. N. Mitrokhin identifie d'ailleurs une autre rupture, celle de 1998, où la liquidation d'entreprises publiques en faillite ou leur vente consécutive aux privatisations met un brutal coup d'arrêt à la carrière de ceux qui s'étaient placés en 1991 sous la protection des « directeurs rouges ».

**Simon Godard** propose, lui, de décentrer le regard vers une institution négligée de la période soviétique : le Conseil d'aide économique mutuelle. Comme il l'explique, « le paradigme totalitaire, dominant dans les années 1990, a en effet rejeté les organisations internationales communistes dans la catégorie des objets historiques de second rang ». Or, ce qui se passe au sein du CAEM, depuis sa création en 1949 jusqu'à sa dissolution en 1991, est un observatoire privilégié des flux d'échanges économiques Est-Est, mais aussi des rapports de pouvoir dans le monde socialiste entre l'URSS et les démocraties populaires d'Europe centrale et orientale. À travers le CAEM, c'est aussi une histoire sociale qui s'écrit, permettant de mettre en lumière les dynamiques de négociations multilatérales, mais aussi le rôle de ses experts ou la constitution des réseaux transnationaux professionnels ou d'amitiés tissés dans ses services. De ce point de vue, si l'histoire du CAEM est celle d'un échec, emporté par les dynamiques de désintégration qui se produisent en Union soviétique et en Europe centrale et orientale dans les années 1980, Simon Godard émet l'hypothèse qu'elle ouvre de nouvelles perspectives de reclassement professionnel après la chute du communisme.

À travers les entretiens ainsi réunis, ce numéro est une invitation à approfondir le dialogue à la fois scientifique et personnel avec les chercheurs des espaces post-soviétique et post-yougoslave pour dépasser les contraintes institutionnelles, fonctionnelles, voire sanitaires, qui entravent de nos jours la circulation des idées et des personnes.

*Janvier 2022*

## OUVRAGES CITÉS

ALEXIEVITCH Svetlana (2013), *La fin de l'homme rouge : ou le temps du désenchantement*, Éditions Actes Sud.

BLONDEL Cyril, JAVOUREZ Guillaume & VAN EFFENTERRE Marie (2015). « Habiter l'espace post-yougoslave », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 4.

DAUCÉ Françoise & ROUSSELET Kathy (2011) « 20 ans après la disparition de l'URSS. Trajectoires individuelles et destins sociaux dans le changement ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 3.

DE CERTEAU Michel (1968), « Pour une nouvelle culture : prendre la parole », *Études*, tome 329, juin-juillet.

MADÉLAIN Anne & GEORGI Frank. « Écrire l'histoire de la Yougoslavie socialiste. Savoirs et représentations, usages et circulations », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 1, 2019, p. 5-23.

ROUSSELET Kathy (1991a), « Le coup d'État en Union Soviétique : au-delà du mythe », *Politique Étrangère*, n° 4, p. 951-958.

ROUSSELET Kathy (1991b), « URSS : la décomposition », *RAMSES 92*, Paris : Dunod, p. 48-72.

STOJANOVIĆ Dubravka (2019), « La Yougoslavie comme « l'autre-fantôme ». L'image de la Yougoslavie dans l'enseignement de l'histoire des États successeurs », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 1, p. 147-175.

WERTH Nicolas (2021), « La dissolution de Memorial marque une étape décisive dans la politique de contrôle de la société russe », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> janvier.